

De Nice à la Belgique, une soif de sécurité

L'affaire du bijoutier révèle une fracture entre l'opinion et l'État. Police et justice sont discréditées. Les réseaux de « voisins vigilants » se multiplient.

REPORTAGE
NICE
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Derrière la basilique Notre-Dame, entre les magasins de téléphones et les bazars d'alimentation qui pullulent dans ce quartier populaire à cent lieues de l'image des palaces niçois, « La Turquoise » n'a pas rouvert depuis dix jours. Les volets sont baissés, les scellés, toujours apposés sur la minuscule bijouterie de Stéphane Turk où l'on peut encore voir la plaque « vidéosurveillance » qui n'a pas suffi à dissuader les voleurs. Le commerçant, mis en examen pour homicide volontaire après avoir tué l'un de ses braqueurs, vient de regretter son geste. Mais les langues n'ont pas fini de se délier.

« Il a eu raison, j'aurais fait pareil », dit sans gêne aucune David, exploitant d'un magasin de sport. « Y en a juste marre de ces mecs qui nous pourrissent la vie ». Le braqueur n'avait que dix-neuf ans ? « Et alors ? Il avait déjà 14 condamnations au compteur ! », se lâche ce jeune commerçant. « Ces types-là, c'est très bien qu'on les mette enfin hors d'état de nuire ». David est l'un de ces très nombreux internautes (ils sont plus d'un million et demi) qui ont « liké » la page Facebook de soutien au bijoutier et ne s'en cache pas. « Et ce n'était pas une pulsion, hein, c'était réfléchi ! », revendique-t-il. Une femme d'âge mûr se joint à la conversation. « Le ras-le-bol est généralisé », embraye-t-elle. « En France, on paie de plus en plus d'impôts. On nous dit que c'est pour les services publics. Mais elle est où, la police ? Et elles sont où, les places de prison ? », explique cette secrétaire de direction à la retraite. Chacun y va de son haut-le-cœur. « On laisse des condamnés en liberté faute de place en taule », s'énervait la dame, en faisant allusion à l'affaire de Chartres, où la peine de deux condamnés a été différée cet été. « J'ai entendu ce matin qu'un vendeur de motos a été cambriolé cinquante-quatre fois ! », renchérit le jeune.

Président de la chambre professionnelle des bijoutiers de la côte d'Azur, Jan Arin a bien du mal à contenir la colère de ses syndiqués qu'il réunit ce vendredi en assemblée générale. « C'est la peur et l'exaspération », résume-t-il. Lui-même n'a jamais pu effacer le souvenir de l'agression qu'il a subie il y a des années. « Sur le coup, vous n'êtes plus vous-même. En quelques jours, mes cheveux sont devenus tout blancs. Depuis, il ne se passe pas une journée sans que j'y repense », dit-il dans sa bijouterie du centre-ville, pourtant équipée de caméras de surveillance.

L'organisateur, lundi dernier, du rassemblement de soutien au bijoutier, c'était lui. « On était mille, on aurait pu être cinq fois plus nombreux si j'avais attendu samedi », dit-il. « Mais je voulais éviter la récupération politique ». Peine perdue : Marie-Christine



Le maire Christian Estrosi et le fils du bijoutier agressé, Yann Turk, menaient la manifestation de soutien, lundi à Nice. Pour répondre à un sentiment d'insécurité, beaucoup se lancent dans des réseaux de « vigilance citoyenne ».

© REUTERS ET D. R.

pas mettre de l'huile sur le feu », explique Jan Arin. « J'ai rencontré le ministre de l'Intérieur Manuel Valls quand il est descendu cette semaine. Je lui ai demandé des choses concrètes : des patrouilles de police ciblées dans les commerces sensibles, des crédits d'impôts pour des systèmes de protection et un contrôle renforcé des bureaux d'achat d'or. Car ces commerces rachètent tout sans se soucier de la provenance des bijoux. S'il y avait moins de recel, il y aurait moins de vols ». Même conscient que les caisses sont vides, celui-là veut encore croire à la réponse de l'État. Mais ils sont déjà nombreux à chercher une autre manière de se protéger.

À une quinzaine de kilomètres de Nice, dans l'arrière-pays, le village de Castagniers paraît ultra-paisible. Mille cinq cents âmes, verdure et jolie vue



compte le chemin. Persuadés qu'ils n'ont été épargnés que par la présence de leur chien, ils ont accédé la demande d'une voisine leur proposant de créer un réseau de vigilance. Dans ce village où habitent des chasseurs, redoutant un fusil vite dégainé, elle disait : « Il faut que l'on fasse ça avant qu'il se passe quelque chose de grave ! ». Une douzaine de familles composent aujourd'hui la communauté. Constituée en association, elle a dû recevoir l'aval des autorités et doit référer à la police. Par mails ou par SMS, les uns et les autres s'alertent mutuellement de tout événement suspect dans le quartier. Une voiture qui rôde, l'éclairage de lampes torches dans la nuit : tout est signalé. « Il y a même quelqu'un qui s'est fait repérer, mais en fait c'était un voisin que personne ne connaissait encore ! », racontent Christian et Béatrice. Conscient de ces excès, le couple veut tout de même croire que c'est une initiative à tenter. « Les panneaux annonçant la communauté « voisins vigilants » auront un effet dissuasif », espèrent-ils. « Les statistiques des cambriolages baissent là où de telles communautés sont mises en place. Et puis, c'est aussi pour nous un moyen de faire pression sur la mairie. Il y a déjà plus de rondes policières, et on espère une caméra de surveillance ».

C'est dans cet arrière-pays niçois que l'initiative des « voisins vigilants » est née. « Ma tante, franco-américaine, avait ramené l'idée des États-Unis », explique Thierry Chicha, cofondateur du site voisinsvigilants.org. « Là-bas, 40 % de la population fait partie d'une communauté « voisins vigilants ». L'idée, c'est que l'on ne peut pas tout attendre de la police ». Depuis un an, les demandes explosent. « En France, on compte 15 à 20.000 voisins vigilants », poursuit Thierry Chicha. « Neuf dixièmes de ces réseaux se sont constitués ces derniers mois ».

Les demandes affluent. Y compris venant de Belgique. « J'ai déjà eu une cinquantaine de demandes venant de Wallonie », poursuit le responsable des « voisins vigilants ». « Les Belges veulent pouvoir utiliser nos panneaux, nos logos, veulent savoir comment s'organiser avec la police. On a dès lors décidé de décliner notre site pour la Belgique aussi ». Car dans le Plat pays aussi monte une soif de sécurité. Nice Matin, qui a recueilli les confidences de l'administrateur (anonyme) du groupe Facebook, révèle que plus de 7000 internautes qui ont cliqué « j'aime » en soutien au bijoutier viennent de Belgique.

Délation, encouragement aux milices privées ? L'initiative des « Voisins vigi-

REPÈRES

Mercredi 11 septembre Deux agresseurs braquent une bijouterie à Nice. Le commerçant, armé, tue l'un d'eux lorsqu'ils prennent la fuite en scooter.

Vendredi 13 septembre Le bijoutier est mis en examen pour « homicide volontaire ». « Il a agi dans l'intention de tuer », selon le procureur. Le bijoutier est laissé en liberté et placé sous bracelet électronique.

Samedi 14 septembre La page Facebook de soutien au bijoutier franchit le million de mentions « j'aime ».

Dimanche 15 septembre François Hollande évoque l'affaire lors d'une interview télévisée sur TF1. « La justice doit prévaloir », dit-il.

Lundi 16 septembre Un rassemblement de soutien au bijoutier est organisé à Nice. Mille personnes répondent à l'appel du président de la chambre syndicale des bijoutiers. Sont notamment présents : le maire UMP Christian Estrosi, le président UMP du conseil général des Alpes maritimes Éric Ciotti et la candidate FN aux municipales à Nice. Le même jour, sur la Toile, des parodies du site de soutien au bijoutier circulent. Comme cette pétition en guise de « soutien au lapin qui a abattu un chasseur ».

Mardi 17 septembre Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls se rend à Nice. Il reçoit des représentants des bijoutiers. « Nous comprenons l'exaspération et la colère des commerçants et aussi l'inquiétude de nos concitoyens. C'est un cri d'alarme auquel nous souhaitons répondre », dit-il. Le maire UMP Christian Estrosi réagit. Il dénonce la future loi Taubira sur la réforme pénale. « Les Français ont compris qu'il y aura moins de prison et moins de sanctions », dit-il.

Mercredi 18 septembre Le bijoutier rencontre la presse. « Je regrette pour lui et sa famille », dit-il en évoquant le braqueur tué. « Mais il avait déjà été condamné quatorze fois. Ses proches sont responsables. Il faut élever ses enfants, leur donner une éducation », dit-il.

J.O.M.

lants » réfute. « Notre système brise au contraire la dérive de l'anonymat », argumente Thierry Chicha, qui dénonce le déversoir du groupe Facebook de soutien au bijoutier. « Chaque référent est identifié. Et le moindre écart raciste n'est pas toléré. Quant aux « cow-boys », ceux qui veulent se faire justice eux-mêmes, ceux-là ne sont de toute façon pas intéressés par nos réseaux ».

L'initiative, ardemment soutenue par l'ex-ministre de l'Intérieur Claude Guéant sous Nicolas Sarkozy, n'est pas réprouvée par Manuel Valls. Et des maires de gauche l'encouragent dans leur commune. Jusqu'au cœur du pouvoir, l'affaire du bijoutier de Nice interpelle. Au point que François Hollande lui-même, en pleine crise syrienne, y a consacré une partie de son intervention télévisée la semaine dernière. « La justice, rien que la justice », a dit le président. Il n'ignore pas que le sujet est brûlant. Jugée explosive, ce n'est pas un hasard si la future réforme pénale, qui prévoit des peines de substitution à la prison pour les condamnations de moins de cinq ans, ne sera sans doute pas votée avant les municipales de mars prochain. Pour le politologue Dominique Reynié, tous les ingrédients d'un nouveau 21 avril 2002 sont réunis. Ce jour-là, Jean-Marie Le Pen avait accédé au second tour de la présidentielle. ■

JOËLLE MESKENS

Le cofondateur du site « voisins vigilants » a déjà reçu plusieurs dizaines de demandes venant de Belgique.

Arnautu, candidate du Front national à la mairie de Nice et d'autres responsables d'extrême droite sont venus se joindre aux édiles UMP, le maire Christian Estrosi et le président du conseil général des Alpes maritimes Eric Ciotti, par ailleurs chargé des questions de sécurité dans son parti. Posé, le représentant des bijoutiers paraît lui-même regretter l'ampleur d'un mouvement qui lui a échappé. « Il y a eu mort d'homme, quand même », rappelle-t-il. Comme s'il voulait circonscrire l'affaire à un drame professionnel. Il égrène d'ailleurs les statistiques. Huit attaques de bijoutiers en 2012 à Nice et déjà sept en 2013. « Je ne veux

sur les Alpes. C'est pourtant là que vient de se créer l'une de ces « communautés de voisins vigilants » qui essaient dans le pays.

Dans leur maison coquette, Christian et Béatrice n'ont rien d'un couple de shérifs armés et paranos, prêts à faire feu sur des voleurs de framboises. C'est même tout le contraire. Lui, prof retraité des quartiers sensibles de Nice, a la fibre sociale et prévient d'ailleurs : « Je n'ai pas du tout envie de jouer les concierges ni les vigiles ». Depuis deux mois pourtant, ils sont préoccupés par les cambriolages qui se multiplient dans leur quartier. Une dizaine de maisons visitées sur les quarante que